



L'Internationaliste

"Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV^e Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !"



N°100 - Juillet - Août 2010 - 2 Euros

Passons à l'offensive ! Grève générale !

Groupe Socialiste Internationaliste
Section française de la Ligue Internationale des Travailleurs - IV^e Internationale

Edito.

Après la grève du 24 juin, passons à l'offensive !

La Confédération Européenne des Syndicats (CES), qui participe à son échelle à la « concertation » avec les capitalistes de l'UE, ne souffle naturellement pas un mot sur l'attaque générale contre les retraites à l'échelle de l'Europe. Elle appelle à une journée européenne de mobilisation le 29 septembre contre l'austérité et « pour la croissance ». La CES, comme les directions syndicales qui y sont affiliées, affirme tout haut son soutien au capitalisme alors que partout en Europe les travailleurs se lèvent pour défendre leurs acquis et protestent pour ne pas payer les conséquences de la crise.

En France, la manifestation du 24 juin dernier a rassemblé le double de manifestants de celle du 27 mai. Près de 2 millions de personnes sont descendues dans la rue pour dire qu'ils s'opposent fermement à la remise en cause de l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans et à l'augmentation de la durée de cotisation.

Alors que les directions syndicales ont passé les derniers mois à négocier une loi qui va être discutée en septembre au parlement, la classe ouvrière et la jeunesse ont clairement affirmé qu'ils ne voulaient pas de cette contre-réforme. Ils contraignent par leur mobilisation les directions Thibault et Chérèque à appeler à des suites pour début septembre.

Les travailleurs mettent à nouveaux la CGT et la CFDT, tous deux adhérents de la CES, le cul entre deux chaises. Les bureaucrates espéraient faire tenir la lutte de la classe ouvrière dans leur calendrier prédéfini proposant comme toute perspective après le 24 juin la balade prévue le 29 septembre. Mais le nombre important de manifestants, dépassant largement les pronostiques de B. Thibault (il s'attendait à moins d'1,5 millions de personnes dans les rues) et la revendication de grève générale qui s'étend, obligent les directions de la CFDT et de la CGT à revoir ce calen-

drier et à appeler à une journée de manifestation le 7 septembre.

La plupart des directions des organisations syndicales sont restées à la table des négociations avec le gouvernement ce qui en fait des complices de l'actuel projet de loi. Cependant, aujourd'hui, FSU, Solidaires et FO se sont prononcées, très discrètement souvent, pour son retrait. Cette dernière organisation ayant choisi un temps de manifester séparément sur des mots d'ordre plus précis des 37,5 ans de cotisations pour tous et la retraite à 60 ans à taux maximum.

Mais aujourd'hui toutes les organisations syndicales doivent se battre dans l'unité pour le retrait pur et simple de la loi. Après la réussite du 24 juin, nous connaissons nos forces. Nous avons les moyens d'imposer le retrait au gouvernement en nous mobilisant jusqu'au bout.

Le gouvernement a annoncé par les voix d'Eric Woerth et Luc Chatel qu'il passerait son projet malgré les manifestations. Ceci est la preuve que nous ne pouvons plus nous contenter de manifestations disséminées et divisées. L'heure est à l'unité des travailleurs et de leurs organisations syndicales dans la grève générale ! L'heure est de passer à l'offensive contre le gouvernement ! Et cela ne pourra se faire qu'en se battant sur la base de la démocratie ouvrière contre les bureaucraties syndicales.

Le maintien de « la retraite à 60 ans », c'est le retrait de la loi.

Une unité de façade semble se former autour du maintien de la retraite à 60 ans négocié contre le reste de la loi. Il s'agit là d'une manœuvre visant à faire accepter la contre-réforme apparemment vidée de son attaque principale. Car la seule défense de l'âge légal de départ à 60 ans, sans tenir compte des conditions de cotisation, ni du montant de la pension versée, aboutit à accepter le fond de la contre-réforme capitaliste.

Partir du principe que le système de retraite doit être réformé revient tout simplement à accepter le projet qui se cache derrière toutes les attaques des capitalistes contre les retraites : la capitalisation.

D'ailleurs, aujourd'hui le PS veut se faire le champion de la défense de la retraite à 60 ans. Il ne faut pourtant pas oublier qu'il accepte tous les pronostiques du Conseil d'orientation sur les retraites constitué sous les auspices du gouvernement. La réforme proposée par le PS part du postulat que la population vieillit et donc que le système actuel par répartition n'est plus satisfaisant. Le PS évacue la question de l'augmentation de l'âge de la retraite par la porte de la démagogie électoraliste, pour la réintroduire via la revendication chère à la CFDT de retraite « à la carte ».

Le PS, en bon gestionnaire du capitalisme, veut profiter de la grogne ouvrière pour avancer la proposition d'une sécurité sociale professionnelle (qui est une des principales revendications de la CGT), projet de financement individualisé du parcours des salariés, qui s'inscrit dans une soumission totale aux marchés. Cette proposition accepte sans même en parler le chômage structurel du système capitaliste : c'est une politique qui gère la misère imposée par le patronat.

La crise pourtant démontre tous les jours que le capitalisme est incapable de surmonter ses contradictions. Le réformer est impossible. Alors qu'il faudrait pour sauver le système de retraite augmenter les salaires et en finir avec le chômage, les mesures proposées par les bureaucrates, qui s'accordent tous sur la nécessité d'une réforme, ne peuvent rien face à la réalité : devant leur besoin permanent d'augmenter leurs taux de profit les capitalistes continueront à détruire les emplois et à baisser les salaires.

La seule politique réellement progressiste nécessite l'affrontement face aux

L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 APIDO - BP 66 - 94311 ORLY CEDEX FRANCE (adresse pour toute correspondance) - Courrier électronique (E-Mail) : contact@gsi-litqi.org - Site Web : <http://www.gsi-litqi.org/>
Clôture rédactionnelle le 30 juin 2010 - Directeur de la publication : J.-L. DAVIER - Commission paritaire : en cours

Imprimerie spéciale

capitalistes et aux Etats qui les représentent. Affrontement auquel semblent être prêts de plus en plus de travailleurs à travers l'Europe.

Parce que les plans des capitalistes sont les mêmes partout en Europe, nous ne pouvons que répondre en France et en Europe par la grève générale. Une grève générale qui impose l'abrogation

de tous les traités européens et le démantèlement de l'UE.

Pour la classe ouvrière aucun argument n'est justifié pour détruire ses acquis. La crise du capitalisme n'est pas son problème, il est celui de la bourgeoisie. Les capitalistes sont incapables de trouver une issue à la crise qui assure aux travailleurs leurs acquis. C'est pourquoi

nous sommes pour une issue ouvrière à la crise. Contre tous les plans des gouvernements bourgeois, nous devons nous unifier dans la grève générale pour construire un gouvernement ouvrier pour les travailleurs ! En France et en Europe nous devons nous unir dans la grève générale pour aller vers les Etats-Unis socialistes d'Europe !

Revue de presse sociale

« *La lutte de classe est nationale dans sa forme et internationale dans son contenu.* » (K. Marx)

Avec l'approfondissement de la crise économique, la pression exercée par la bourgeoisie sur les travailleurs est de plus en plus importante. Mais au cours des dernières semaines, la classe ouvrière a encore montré qu'elle cherchait les voies de l'offensive. Certains pays où les grèves sont traditionnellement rares ont été touchés par d'importantes mobilisations comme la Chine par exemple. En Europe où les différentes bourgeoisies cherchent à imposer des plans d'austérité et à défaire la classe ouvrière du continent, les travailleurs se mobilisent malgré le rôle de collaboration de classe des directions syndicales et politiques.

Les usines Honda, Toyota ou encore Foxconn, qui produit des composants électroniques pour des entreprises comme Apple ou Microsoft, ont été frappées par des débrayages massifs. Face au risque de contagion, les patrons ont préféré concéder des augmentations de 20 % des salaires qui s'élèvent désormais à 1 500 yuans, c'est-à-dire moins de 180 euros. D'ailleurs, les ouvriers dénoncent déjà le fait que cette augmentation va être annulée par l'inflation, et se disent prêts à se remettre en grève.

Ces grèves ont une signification économique et politique de premier ordre.

La crise économique en quelques chiffres

La crise économique qui a éclaté en 2007 a représenté une opportunité sans précédent pour les capitalistes pour attaquer les travailleurs. En prétextant du nouvel approfondissement de la crise, les différents gouvernements ont commencé à mettre en place des politiques d'austérité, en d'autres termes à faire payer la crise aux travailleurs. Cette situation est particulièrement palpable en Europe. Si la Grèce a ouvert la voie dans ce sens, elle est désormais suivie par les principaux impérialismes du continent. Dans certains cas, les échéances électorales ont retardé les annonces des mesures d'austérité, comme cela a été le cas par exemple au Royaume-Uni.

Le 22 juin, le **ministre britannique** de l'Économie a annoncé des mesures permettant l'économie immédiate de 7,2 milliards d'euros, et de plusieurs dizaines de milliards supplémentaires par la suite. La TVA va passer de 17,5 à 20 %. Le salaire des fonctionnaires va être gelé pendant au moins deux ans. Le budget des principaux ministères sera diminué de 25 %. D'un point de vue social, le gouvernement entend geler les allocations familiales pendant trois ans, réduire les allocations logement et supprimer les primes de maternité. Par ailleurs, de manière très démagogique, le gouvernement a annoncé une taxe sur les banques et que l'impôt sur les plus-values passerait de 18 à 28 %, alors que dans le même temps il va baisser l'impôt sur les sociétés.

L'**Allemagne** a annoncé un plan d'austérité de **80 milliards d'euros** dans les quatre prochaines années. Pour arriver à une telle somme, le gouvernement de A. Merkel prétend mettre en place de nouvelles taxes notamment sur les transports et l'énergie nucléaire. Berlin entend aussi tailler dans les dépenses publiques, notamment au niveau social, par exemple en réduisant les indemnités

(Suite page 4)



Un des faits les plus marquants de l'actualité récente de la lutte des classes mondiale est sans aucun doute la mobilisation des **travailleurs chinois**. Dans plusieurs usines situées notamment dans la région de Shenzhen et de Canton dans le Sud du pays, des ouvriers se sont mis en grève pour exiger des améliorations de leurs conditions de travail et des augmentations de salaire.

D'un point de vue économique, l'augmentation des salaires signifie que produire en Chine va devenir moins rentable pour les transnationales des pays impérialistes. À terme, cela peut se traduire par la remise en cause du rôle d'atelier du monde actuellement joué par la Chine. D'un point de vue politique, ces grèves correspondent à un saut qualitatif dans la conscience de classe

des ouvriers chinois. C'est désormais la question de la création d'organisations politiques et syndicales indépendantes de l'État et des capitalistes qui est posée aux travailleurs de ce pays.

Également en **Asie**, de très importantes grèves ont touché le secteur du textile au **Bangladesh**. Entre le **19** et le **23 juin**, quelque **800 000 ouvriers** travaillant dans environ **700 usines** de ce secteur de production se sont mis en grève. La mobilisation a culminé avec des affrontements entre les grévistes et la police dans la zone industrielle de la capitale **Dacca**, alors que les travailleurs avaient érigé des barricades. Ils réclamaient une augmentation de leur salaire de 2 000 à 5 000 takas, ce qui correspond à 75 euros seulement. Le secteur du textile représente 80 % des exportations du pays. En tout, quelque 4 000 usines employant 2 millions de personnes produisent à très bas prix pour les grandes enseignes de vêtements comme Walmart, H&M, Tesco, Carrefour, Metro, Tommy Hilfiger, Gap ou Levi Strauss.

En **Afrique du Sud**, les stadiers de la coupe du monde de football, employés par des sociétés de sécurité privées, se sont mis en grève pour dénoncer leurs bas salaires qui s'élèvent à 12 euros par jour seulement. Le 15 juin, ces travailleurs ont débrayé et manifesté au Cap, à Durban, à Port-Elisabeth et à Johannesburg, pour exiger des augmentations de leur rémunération. Les policiers ont violemment dispersé les rassemblements et les ont substitués dans les stades pour assurer la sécurité.

En **Europe** où les conséquences de la crise économique sont particulièrement violentes, les travailleurs n'acceptent pas les plans d'austérité que les différents gouvernements veulent leur imposer. Aujourd'hui, la question immédiate qui est posée est une grève générale européenne pour mettre en échec les plans de ces gouvernements. La mobilisation grandissante des travailleurs est la preuve que cette perspective est atteignable. Mais, pour cela, il faut lever l'obstacle constitué par les bureaucraties syndicales et politiques qui font tout pour qu'il n'y ait pas de jonction entre les travailleurs des différents États européens. À la fin du moins de mai, nous avons déjà mentionné que les travailleurs espagnols, grecs et portugais étaient descendus dans les rues par dizaines, voire par centaines de milliers pour s'opposer aux mesures prises par leurs gouvernements respec-

tifs. À la fin du mois de juin, ce sont les Italiens et les Français qui ont manifesté très massivement.

En **Italie**, plusieurs centaines de milliers de manifestants ont arpenté les rues des principales villes du pays le **25 juin**. Ces manifestations étaient appelées par la CGIL, le principal syndicat italien, qui regroupe quelque 6 millions de travailleurs. Le syndicat entendait ainsi marquer son opposition au plan d'austérité mis en place par le gouvernement Berlusconi qui prévoit de réduire de 25 milliards d'euros les dépenses publiques. Le syndicat s'oppose en particulier aux suppressions de postes de fonctionnaires et au gel des salaires dans la fonction publique. Mais le discours des responsables syndicaux montre que, en réalité, ils acceptent les coupes budgétaires. Susanna Camusso, la numéro 2 du syndicat, a ainsi déclaré à Bologne : « Personne ne nie que nous devons faire des économies, mais ces réductions doivent être justes et tournées vers l'avenir, plutôt que de tailler dans les dépenses. » À **Bologne**, il y a eu **100 000 manifestants**, **70 000 à Naples**, **40 000 à Rome** et **80 000 à Milan**.

En **Espagne**, à l'appel des syndicats CCOO et UGT, **75 % des fonctionnaires** ont fait grève contre les mesures d'austérité prises par le gouvernement, et en particulier contre la baisse de 5 % de leur salaire le **8 juin** dernier. Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté dans plus de 60 villes à travers le pays. Il y a eu **75 000 manifestants à Madrid**. Mais pourquoi est-ce que ces mêmes centrales syndicales n'ont adressé leur appel à la grève qu'aux fonctionnaires alors que les mesures d'austérité touchent l'ensemble des travailleurs ?

En **France**, c'est la question des retraites qui a cristallisé le mécontentement des travailleurs. Alors que le gouvernement louvoie et ne prononce pas officiellement les mots de rigueur et d'austérité, il a décidé de s'attaquer au système des retraites par répartition, notamment en repoussant l'âge légal de départ à la retraite de 60 à 62 ans. Les syndicats ont répondu à cette attaque par un appel à la grève le 24 juin. Mais la position des principales directions syndicales n'est pas le retrait de la réforme des retraites. En appelant à cette manifestation, ils cherchaient à utiliser le rapport de force créé par la mobilisation des travailleurs pour négocier des miettes avec le gouvernement. En effet,

(Suite de la page 3)

chômage.

L'**Italie**, dont la dette publique s'élève à 116 % du PIB, va mettre en place un plan d'austérité de 24 milliards d'euros pour la période 2011-2012. Le gouvernement Berlusconi a notamment l'intention de **geler le salaire des fonctionnaires pendant trois ans**.

En **France**, même si de manière hypocrite le gouvernement ne parle pas d'austérité, force est de constater que les mesures annoncées ces dernières semaines s'inscrivent bel et bien dans une logique de rigueur. Le gouvernement Fillon veut réduire les dépenses de l'État de 45 milliards d'euros. Un des aspects centraux de ces réductions est la réforme des retraites. Par ailleurs, le gouvernement a annoncé qu'il envisageait de geler le salaire des fonctionnaires. Depuis trois ans, le nombre de fonctionnaires a été réduit de 100 000, en particulier dans les hôpitaux et l'éducation, et le gouvernement entend accélérer la réduction des recrutements dans la fonction publique. Le ministère de l'Éducation nationale a également annoncé qu'il voulait augmenter le nombre d'élèves par classe et fermer des écoles dans les zones rurales.

L'autre aspect caractéristique de la crise du système capitaliste est l'**augmentation constante du taux de chômage**. À titre d'exemple, en France le chômage a connu au mois de mai sa plus haute augmentation depuis sept mois, toutes les catégories de chômeurs étant touchées. Il y a désormais 3 942 000 inscrits à Pôle Emploi en France métropolitaine, ce qui représente une augmentation de 9,4 % en un an, et 4 182 000 en comptant les départements d'Outre-mer.

la mobilisation a été massive, en tout près de **2 millions de personnes** sont descendues dans les rues. Il y a eu **130 000 manifestants à Paris**, **100 000 à Marseille** et **70 000 à Bordeaux**. Dans les cortèges, de nombreux mots d'ordre exigeaient le retrait de la réforme et le retour aux 37,5 annuités de

cotisation pour tous, public comme privé, ce qui montre l'écart croissant entre les bases et les directions bureaucratiques des syndicats. Les taux de grévistes ont également été importants : 30 % à France Télécom, 40 % à la SNCF et dans l'enseignement primaire. Le **15 juin**, FO, qui ne s'était pas associée à l'appel à la grève du 24 juin, dénonçant la stratégie de la CGT et de la CFDT vis à vis de la réforme, a réuni **70 000 personnes à Paris**.

Mathieu

35^e congrès du PCF, du déclin à l'agonie

« Sous la Quatrième République, le Parti communiste représentait 30 % des voix du corps électoral français. En 2007, lors de l'élection présidentielle, Marie-George Buffet recueillait 1,93 % des suffrages, le pire score de l'histoire du PCF⁽¹⁾. »

C'est une des raisons pour lesquelles les élus et autres apparatchiks du PCF quittent le navire. Ainsi, quelque 200 communistes dont les députés Patrick Braouezec, Jacqueline Fraysse ou les figures Lucien Sève et Roger Martelli ont officialisé, une semaine avant le 35^e congrès (qui s'est tenu du 18 au 20 juin 2010) leur départ du PCF qu'ils jugent dépassé. Ils estiment que le Front de gauche a été « créé petit bras » alors qu'il faudrait une « nouvelle dynamique populaire ouverte à toutes les forces et à tous les citoyens »⁽²⁾. Devenu une force d'appoint du PS pour survivre et maintenir son réseau d'élus, c'est donc toujours vers la droite que les ruptures s'opèrent, jamais sur la gauche.

Comment sauver les meubles ? Une équation difficile

C'est donc pour sauver les meubles de la maison PCF que sa direction se voit contrainte de poursuivre son mariage avec le Parti de Gauche dans le cadre du Front de gauche. Le résultat de cette alliance est plus que mitigé puisque, lors des dernières élections régionales, le PCF a perdu la moitié de ses élus. Encore une fois, donc, l'allié le plus fiable pour maintenir l'appareil du PCF, d'un point de vue de sa direction, reste le PS.

D'ailleurs, lors des débats sur la présidentielle, le nouveau secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, a lancé un avertissement en bonne et due forme à son « camarade » du PG : « Jean-Luc Mélenchon ne sera pas candidat si nous [le PCF] ne le décidons pas ». « Il y aura un débat sur les candidatures. »⁽³⁾ La décision de présenter un candidat



issu du PCF ou non a d'ailleurs été renvoyée au prochain congrès en juin 2011, « selon la résolution finale adoptée dimanche par 76 % des délégués ayant voté »⁽⁴⁾.

La direction du PCF appelle, dans cette résolution finale, à « transformer le PCF » et à élargir le Front de gauche à travers un « pacte d'union populaire » rassemblant « des personnalités du mouvement social et populaire, du monde de la création, des intellectuels »⁽⁵⁾ non membres d'une des forces du FG. Mais Marie-George Buffet avait déjà vendu la mèche lors de ses adieux : « Et si ça pouvait être vrai et si on pouvait retrouver toute la gauche derrière un vrai programme de transformation ? J'ai envie de dire chiche. »⁽⁶⁾

Un nouveau programme commun de toute la gauche ?

L'union populaire, fruit du programme commun de toute la gauche ? Et pourquoi pas, même si Mitterrand et Marchais nous ont déjà fait le coup en 1981 avec le résultat que l'ont connaît... La couleuvre, que dis-je, l'anaconda est énorme, mais pourtant, PCF et PS, soi-disant rénovés, se disposent à nous resservir les mêmes recettes éculées. À la différence que, aujourd'hui, le PS n'est plus un parti ouvrier bourgeois mais un parti ouvertement bourgeois, et

que le PCF n'est plus que l'ombre de l'ombre de lui-même ! C'est pourquoi ces partis doivent élargir à tout prix les bases de leur future alliance.

D'ailleurs, tous les représentants de cette esquisse de gouvernement de front populaire, non défini stratégiquement, étaient présents pour faire leurs « adieux » à M.-G. Buffet : Martine Aubry (PS), Cécile Duflot (Verts), Jean-Luc Mélenchon (Parti de Gauche), Olivier Besancenot (NPA), Nathalie Arthaud et Arlette Laguillier (LO) pour les politiques. Bernard Thibault, Maryse Dumas (CGT) ou Annick Coupé (Solidaires) pour les syndicats.

Il est vrai que, au moins, « quand Marie-George était ministre des Sports, la France gagnait la Coupe du monde de foot ! »⁽⁷⁾ dixit Martine Aubry. Et la « gauche » privatisait plus que la « droite »... aussi et surtout !

Raoul

(1) http://www.lemonde.fr/a-la-une/article/2010/06/24/parti-communiste-de-l-histoire-ancienne_1378277_3208.html.

(2) D'après dépêche AFP du 11 juin 2010.

(3) <http://www.liberation.fr/politiques/0101642443-le-pc-a-un-nouveau-secrtaire-national>.

(4) Idem

(5) Idem

(6) <http://www.lejdd.fr/Politique/Actualite/Un-Buffet-show-tres-unitaire-201293>.

(7) Idem

Pour une unité ouvrière de la France à la Réunion

Pendant qu'en métropole le gouvernement fait passer les attaques, la lutte des classes s'aiguise dans les colonies. La réunion, un enjeu stratégique pour l'Impérialisme dans l'Océan indien. **Bilan d'une discussion avec trois militantes du JERF, qui se battent pour de nouvelles perspectives d'organisation pour les travailleurs réunionnais.**

Qu'est-ce que le JERF ?

JERF signifie « Jeunes Emigrés Réunionnais de France ». Nous avons préféré le terme « émigré » à celui d'expatrié ou celui d'exilé. Nous savons que ce terme ne plaît pas de manière générale, y compris dans le milieu militant. Pourtant quand nous arrivons en France, nous connaissons les mêmes problèmes que tous les autres immigrés, voire que les sans-papiers.

En vérité, nous ne nous sentons pas assimilés à quelque métropole. Quand nous arrivons en France, il n'y a personne pour nous aider ou nous accueillir. La composition du JERF est variée : étudiants, chômeurs, travailleurs... Parfois même des femmes battues qui fuient leurs maris en France. Mais le JERF n'est pas une association, notre but est bien d'organiser *politiquement* les gens.

Il faut savoir, qu'il existe une très forte propagande menée par le MEDEF local pour inciter les réunionnais à s'installer en « métropole ».

Quels ont vos objectifs ?

Nous luttons pour l'autodétermination des peuples et la mise en place d'un état socialiste, pour que les gens puissent réellement savoir ce que c'est que le socialisme. Même si aujourd'hui, les gens croient que c'est « dégueulasse », nous nous battons pour que les riches soient mieux redistribués, et que ce ne soit pas seulement des « gros blancs » qui en profitent. Finalement les principes du JERF, ce sont l'auto-organisation, l'internationalisme, l'anti-colonialisme et l'unité des luttes.

Il faudrait ouvrir une sorte de front internationaliste, car la force de l'Impérialisme, c'est qu'il n'existe pas d'unité dans l'ensemble des colonies. Il faudrait faire cela à partir d'ici. Un des objectifs du JERF, est également de « radicaliser » les réunionnais qui vivent ici, c'est-à-dire de les conscientiser sur la question anticoloniale.

La précarité et la « mobilité » fait qu'il

nous est difficile de nous organiser. Par ailleurs aujourd'hui, beaucoup des étudiants qui sont venus pour faire des études « ont les moyens ». Tous ces éléments constituent des problèmes pour les réunionnais à s'organiser. Du fait de notre isolement, nous avons déterminé clairement les mots d'ordre et les revendications de notre organisation, tout en restant très flou sur sa nature.

Où en est la lutte des classes actuellement à la Réunion ?

Ces dernières années, la Réunion suit les conseils de l'OCDE et envoie de plus en plus d'étudiants pour former les futurs cadres et développer la Réunion. Marie-Luce Blanchard a déjà préparé les axes de « développement » : bâtiments / restauration / tourisme. Les conditions de travail, et de vie se sont dégradées. Le taux de chômage atteint les 37,6 %, on estime entre 100 et 120 000 adultes illettrés et 400 000 personnes bénéficiant de la CMU. En outre la région est de plus en plus militarisée ce qui accentue les tensions déjà existantes. Il faut savoir que sur les dix premiers soldats « français » morts en Afghanistan, 3 étaient réunionnais (dont un jeune homme âgé à peine de 19 ans) et un maoré, c'est-à-dire originaire de Mayotte.

Ce qui pèse aujourd'hui, c'est la répression et la corruption. En effet, il faut regagner le droit de s'organiser à la Réunion, parce que là-bas c'est encore la violence, la répression à coups de bâtons, des jeunes femmes enfermées. Par exemple lors des dernières élections, les voisins se font la « guerre » entre eux. C'est un vrai gâchis, cette violence pourrait être utilisée dans un but révolutionnaire, au lieu de ça, les colères explosent pendant les élections. Du coup, il existe peu de personnes qui s'engagent.

Quelle alternative s'offre aujourd'hui à la classe ouvrière ?

Aujourd'hui c'est le désert politique ! il y avait avant un front anti-colonial :

MARON. Cette organisation présentait des défauts (l'anticolonialisme était souvent remis en cause en interne, alors que c'était la base de fondation de l'organisation), mais c'était sans doute la seule organisation qui aurait pu constituer un pôle pour qu'il y ait un positionnement politique sur la Réunion.

Depuis la dissolution de ce front, il n'existe aucune alternative à la Réunion. Il existe un COSPAR (une version bâtarde du LKP) mais les axes centraux sont contre la vie chère, et refusent de mettre en avant la question de l'anti-colonialisme. Dans les tracts, le COSPAR, parle d'un « département ». Pendant ce temps, la LCR, devenu depuis NPAR (nouveau parti anticapitaliste réunionnais) ne construit rien dans les luttes. Dans une des résolutions DOM-TOM des camps d'été du NPA, « par respect de l'autodétermination des peuples, il n'y aura pas de structure dans les DOM TOM. »

En fait, il existe des contradictions chez les militants blancs NPA expatriés, ils veulent plus faire de la récupération pour le NPA français, que de construire les luttes à la Réunion. L'hiver dernier, nous sommes allés les voir pour aider les luttes, mais ils ne voulaient pas élargir les revendications et ne proposaient pas de plan pour créer l'unité. Ils ont refusé qu'il y ait une banderole contre le colonialisme lors des manifestations du 5 mars. Nous nous sommes rendus compte que nous ne pouvons pas travailler avec eux. Nous ne pensons pas qu'il s'agit d'obstacle, ils sont juste absents des luttes.

Griselda

Contre-réforme des retraites

Grève générale pour le retrait du projet !

Il y a plus d'un siècle la CGT engageait une grande bataille de classe contre l'application en avril 1910 de la loi sur « les retraites ouvrières et paysannes ».

Alors que l'espérance de vie était de moins de 49 ans, la loi prévoyait la capitalisation d'une cotisation ouvrière pendant 30 ans, avec le versement d'une rente à 65 ans. Pas même 600 000 ouvriers sur 11 millions atteindraient ce terme. Le comité fédéral de la CGT, décida alors une série de meetings dans toute la France les 12 et 13 février, convoqués avec l'affiche que nous reproduisons dans ce journal.

Contre l'escroquerie des retraites, de l'argent pour les vivants pas pour les morts furent les mots d'ordre de cette campagne.

Trente-cinq ans plus tard, à la fin de la deuxième guerre mondiale, face à la vague révolutionnaire, la bourgeoisie avec l'appui des ministres PCF et Socialistes qui siègent au gouvernement président présidé par De Gaulle, fut contrainte, pour désamorcer la situation, de concéder les plus grandes réformes : statut de la fonction publique, sécurité sociale régime universel de protection sociale basé sur la solidarité. C'est le droit à la santé pour tous, et aussi le droit à la retraite.

La répartition pour laquelle la CGT a combattu dès ses premiers congrès, voyait le jour, non pas grâce au bon vouloir de la bourgeoisie, mais par la lutte de classe.

Aujourd'hui, pour sauver le système capitaliste, tous les gouvernements de droite comme de gauche utilisent la crise grecque pour imposer dans toute l'Europe des plans de régression sociale. Partout ils reculent l'âge de la retraite. En France le gouvernement Sarkozy, n'est pas en reste. Sa nouvelle contre réforme sur les retraites, au nom de l'équité et la justice, uniformise par le bas tous les régimes de retraite : privé, fonction publique, régimes spéciaux. Il se présente comme le sauveur du système de retraite par répartition,

avec l'objectif final de livrer aux spéculateurs les sommes colossales que représentent les cotisations salariales et patronales. **L'ensemble des acquis arrachés en 1945 sont menacés. Aujourd'hui les retraites, demain l'assurance maladie.**

Le gouvernement a donc décidé de reporter l'âge légal départ à la retraite. Il passera de 60 ans à 62 ans en 2018, à raison de 4 mois par an pour les salariés du privé et les fonctionnaires. **Plus aucun droit à la retraite dès 60 ans pour les assurés nés après le 1er juillet 1951. Ceux nés après le 1er janvier 1956 devront attendre 62 ans ! Cette mesure frappera ceux qui ont commencé à travailler à 18 ou 19 ans et**



qui remplissaient les conditions pour partir à 60 ans. De nombreux salariés qui ont déjà tous leurs trimestres seront donc obligés de travailler plus longtemps. Ils auront cotisé entre 42 et 43 ans. **Ceux qui ont une carrière incomplète, devront attendre 67 ans au lieu de 65 actuellement pour bénéficier d'une retraite à taux plein ou partir avec une retraite amputée.** De nombreuses femmes, les jeunes seront d'autant plus concernés. Ces mesures s'appliqueront pour les salariés des régimes spéciaux à partir de 2017.

La durée de cotisations passera de 37,5 ans à 41ans et un trimestre pour les générations nés en 1953 et 1954 et 41ans et demi en 2020. **Couplée avec le recul de l'âge, c'est une double peine !**

Le taux de cotisations des fonctionnaires passera de 7,85% à 10,55%, ce qui entraînera **une baisse de leurs salaires.** C'est aussi pour eux, la fermeture en 2012 du dispositif de départ anticipé

sans conditions d'âge pour les parents de 3 enfants ayant 15 ans de service. Le projet donne également du grain à moudre aux syndicats en matière de pénibilité et de longues carrières.

Les retraités épargnés par la contre réforme des retraites sont en sursis. La loi sur la dépendance en préparation risque bien de les mettre à contribution pour financer la dépendance des personnes âgées. Il est fortement question d'aligner leur taux de CSG actuellement 6,6%, pour l'aligner sur celui des actifs 7,7%. **Leur pension baissera.** Après avoir cotisé 40 ans et plus il faudra encore mettre la main à la poche !

Pour faire passer la pilule, le gouvernement explique que tout le monde est mis à contribution notamment les plus riches. Pour ce qui est des hauts revenus, ceux du capital et des entreprises, on arrive à 3,7 milliards d'euros par an. Une goutte d'eau dans la mer. **L'effort demandé aux entreprises et aux revenus du capital représentera moins de 15%, alors que l'effort demandé aux salariés sera de 85% !**

Pas question de remettre en cause les allégements de cotisations patronales, au contraire de nouvelles aides à l'embauche sont programmées en cas de recrutement des seniors. **Ces cadeaux aux capitalistes, sont de l'ordre de 30 milliards d'euros par an pour un déficit annoncé de 32 milliards en 2010 !**

La contre réforme prévoit également « un point d'étape individuel retraite à 45 ans pour permettre de faire très tôt les bons choix en matière de retraite. » **Les pressions seront nombreuses pour placer des contrats d'épargne individuelle par capitalisation.**

Dès l'annonce du projet gouvernemental l'intersyndicale CGT.CFDT.UNSA Solidaires FSU et CFTC a jugé le projet « **inacceptable** », « **injuste** » et « **brutal** » et a appelé à se mobiliser massivement pour la journée d'action du 24 juin.

(Suite page 8)

Bilan des élections professionnelles de Gibert Joseph : les listes CGT ont obtenu plus de 70 % des voix !

Comme nous l'avons expliqué dans les deux précédents numéros de *L'Internationaliste* (99 et 98), les militants du GSI ont pris en charge l'activité syndicale CGT sur Gibert Joseph. Et en accord avec l'ensemble des syndiqués CGT de l'entreprise, nous avons exigé la tenue rapide d'élections. Les dernières élections professionnelles datant de 2006, les représentants du personnel ne représentaient plus personne et la plupart d'entre eux n'attendaient que de nouvelles élections pour passer la main.

Les élections professionnelles de Gibert Joseph se sont déroulées le mardi 22 juin 2010. Cette date était déjà une victoire pour notre section CGT car la CFDT et la direction

demandaient que ces élections soient en octobre. Nous avons fait une campagne dynamique avec deux réunions publiques, des diffusions de tracts régulières et des discussions individuelles dans tous les services. Le but était non seulement que chaque collègue connaisse notre programme mais aussi qu'il voit que la section CGT avait grossi depuis 2006 (et pendant la campagne) et que ses

(Suite de la page 7)

FO qui a manifesté le 15 juin, ne s'est pas associée à cette journée mais estime que « si les manifestations ne suffisent pas la nécessité d'une journée de grève interprofessionnelle reste posée avec le mot d'ordre **retrait du projet gouvernemental** ».

Malgré la défiance envers les journées d'action à répétition, près de deux millions de travailleurs ont manifesté dans toute la France à l'appel de l'intersyndicale. Ils ont démontré qu'ils étaient massivement pour le maintien de la retraite à 60 ans !

militants étaient réellement motivés pour faire changer les choses.

Nous avons recréé un véritable dialogue entre le syndicat et les collègues afin qu'ils prennent conscience que les élus du personnel doivent leur rendre des comptes. Nous avons créé une boîte mail CGT et une mailing-list. Ces



outils ainsi que les réunions publiques ont été mis en place pendant les élections mais vont perdurer.

Cette victoire n'est qu'un début !

Au sortir de ces élections, la CGT a obtenu trois élus au CE sur quatre sièges et quatre délégués du personnel sur cinq sièges, tous élus avec plus de 70 % des voix, sachant qu'environ

La CGT et la CFDT demandent la réécriture du projet, FO, FSU et Solidaires demandent le retrait. Tous parlent d'action plus importante en septembre.

Il n'y a rien à ré-écrire, ni à négocier avec ce gouvernement qui ne lâchera que des miettes et qui déjà annoncé qu'il ne reculera pas. Il faut renouer avec le combat de la CGT de 1910, par la mobilisation jusqu'au bout dans l'unité pour le retrait du projet gouvernemental. La seule réponse c'est la grève générale jusqu'à satisfaction.

80 % des salariés ont voté.

Notre victoire est due à notre visibilité, à notre dynamisme et à nos propositions concrètes sur la nouvelle convention collective de la librairie, sur le temps de travail et sur les nouveaux dispositifs commerciaux (carte de fidélité et site internet). La CFDT qui avait

finallement des listes complètes pour les deux collèges (cadre et employé) a peu fait campagne.

Cette victoire électorale donne toute la légitimité à la CGT, et c'est à nous, syndiqués élus ou non, de nous servir de ce soutien massif des salariés pour faire appliquer nos revendications, défendre nos collègues et montrer à ces derniers qu'ils ont bien

fait de nous faire confiance.

La campagne a permis de syndiquer plusieurs collègues, dont deux sont aujourd'hui élus au CE. Mais nous devons également concrétiser ces 70 % de soutien en syndiquant les collègues les plus déterminés afin de renforcer le syndicat et créer une véritable section syndicale Gibert Joseph.

Manon

Retrait du projet gouvernemental !

Retraite à 60 ans maximum pour tous !

Retour aux 37,5 ans de cotisations pour tous !

Défense de la répartition !

Non à la capitalisation !

Marinette

Suicides : au tour de La Poste ?

Le 20 mai dernier, le syndicat professionnel des médecins de prévention de la Poste – qui est majoritaire dans cette profession – a publié une lettre ouverte⁽¹⁾ à J.-P. Bailly, président du groupe La Poste, vieille administration transformée en entreprise publique et récemment privatisée.

La lettre, largement reprise par la presse, dresse un constat accablant faisant état de « suicides ou tentatives de suicide, dont on peut penser qu'ils sont exclusivement liés à des situations de vie professionnelle, surviennent dans toutes les régions, dans tous les métiers et aux différents niveaux de l'entreprise ».

Revenant sur la hausse de l'absentéisme pour maladie, celle des accidents du travail et des maladies professionnelles, cette lettre dresse un constat accablant : « Ainsi, La Poste crée des "inaptes" physiques et psychologiques. »

Les médecins mettent en cause les réorganisations incessantes et la pression commerciale. Ils dénoncent également les « injonctions contradictoires » qui tendent à déstabiliser les agents d'exécution comme l'encadrement. Ils mettent également en avant ce que les syndicalistes appellent la « dette sociale », à savoir les heures supplémentaires non reconnues – et non payées ! – ainsi que l'impossibilité grandissante de poser des congés en fonction de critères personnels et familiaux.

La suite du courrier dénonce en substance une « communication trouble et à deux vitesses » basée sur une vitrine médiatisée avec l'assentiment de ministres, en contradiction avec la réalité vécue par les agents : « il ne faudrait pas médicaliser [au sens évacuer] des problèmes aussi préoccupants que l'absentéisme et la souffrance au travail. Les solutions ne sont ni dans le cabinet du médecin ni dans des questionnaires généraux, **il faudra en passer par une analyse des situations de travail réelles.** »

Enfin, le syndicat professionnel alerte le président de La Poste : « Nous avons loyalement alerté nos directions et notre filière de cette situation alarmante et sommes déçus par le peu de considération apportée, voire par un déni manifeste. Il faut pourtant engager des actions concrètes pour enrayer ce qui

pourrait devenir un processus morbide, connu aujourd'hui dans d'autres entreprises. » Il termine par cette mise en garde : « Une médecine du travail exerçant sa mission sans moyens, sans budget, sans personnel, dont les avis sont niés ou bafoués, ne saurait éviter à elle seule une catastrophe. »

Le 2 juin, par un courrier de son « délégué général », le DRH du groupe La Poste répond par un courrier lénifiant⁽²⁾ qui vient dans les faits corroborer le constat des médecins sur les études multiples qui ne débouchent sur aucune action concrète. Communication trouble et à deux vitesses ?

Toujours est-il que, le 17 juin, mises au pied du mur, quatre des organisations syndicales de La Poste, CGT, FO, Sud et CFTC, s'adressent à leur tour au président de La Poste⁽³⁾ : « Ce phénomène [l'aggravation des conditions de travail] se manifeste depuis plusieurs années, et se traduit par une augmentation des accidents de travail avec arrêts, des salariés déclarés inaptes, des arrêts maladie de plus en plus longs. Plus graves, depuis quelques mois, des alertes concernant des suicides ou des tentatives se font jour, démontrant si besoin était la réalité de cette souffrance au travail à La Poste. » Les quatre fédérations dénoncent la remise en cause des CHS locaux, demandent l'arrêt des réorganisations et le respect des droits des personnels en matière de congés, d'autorisations spéciales d'absences familiales, le paiement intégral des heures supplémentaires. C'est le moins qu'elles puissent faire.

Cependant, il faut s'interroger sur le traitement apporté à cette question gravissime suite aux suicides à France Télécom-Orange, chez Renault ou à EDF, maintenant à La Poste pour ne pas parler des nombreuses entreprises privées où la loi du silence règne à cause du poids du chômage et de la précarité.

Le patronat a lancé une contre-offensive sur le thème de la banalisation. Selon les capitalistes, les suicides sur le lieu de travail – ou accompagnés d'une lettre mettant en cause l'entreprise ou ses dirigeants – seraient dans la même proportion que dans l'ensemble de la société. Ils espèrent ainsi échapper à l'accusation qui pèse sur eux : un suicide professionnel n'est pas

banal, si tant est qu'un suicide puisse être banal.

La « réponse » patronale et gouvernementale passe surtout par la mise en place d'« observatoires » et l'adoption de « chartes » en vue de « prévenir » les suicides professionnels. Patrons et gouvernement multiplient le « déploiement » de techniques qui permettraient aux travailleurs de « gérer » le stress... Le problème est que les directions syndicales acceptent de participer à cette mascarade à l'échelle de l'Union européenne et dans chaque pays de l'Union, dans chaque entreprise.

Les officines qui ont élaboré les méthodes de « management par le stress » vont donc maintenant passer à la caisse une seconde fois en vendant des techniques de « management du stress » mais, bien entendu, tout ce qui s'est mis en place année après année, du taylorisme au toyotisme, tout ce qui conduit à des conditions de travail inhumaines, rien de tout cela n'est remis en cause !

Le capital broie tous les jours un peu plus le travail pour en extraire des profits, voilà de quoi souffrent les télécommunicants, les postiers, les électriciens, métallurgistes, maçons, manutentionnaires, etc. tous les travailleurs en fait ! Notre première exigence pour que cela cesse est que les directions syndicales refusent de siéger dans les organismes de concertation, de cogestion en vérité, qui permettent aux patrons et aux ministres de se targuer d'une pseudo-légitimité « démocratique » pour mieux continuer à nous exploiter.

J.-Louis

(1) http://www.sudposte75.fr/IMG/pdf/requete_medecins_de_prevention.pdf

(2) <http://www.lefigaro.fr/assets/pdf/lettreposte.pdf>

(3) <http://cgtppt.free.fr/l dj/lettre116/doc4.doc>

Rentrée 2010 : entre exploitation des enseignants et déscolarisation des élèves

Dans le contexte d'un plan d'austérité qui ne dit pas son nom, les attaques visant l'éducation se multiplient. Plus que jamais, il s'agit de faire payer la crise aux travailleurs et aux jeunes, en les privant de diplômes nationaux, en réduisant les formations, en détruisant les emplois dans la fonction publique, en démolissant l'éducation publique pour favoriser le privé.

Les mesures d'économie appliquées depuis des années s'accroissent et sont désormais écrites noir sur blanc dans une note ministérielle aux inspecteurs. Cette note se place dans la perspective très claire de « mobiliser les gisements d'efficience visant à respecter la contrainte du non-remplacement d'un départ sur deux, pour la période 2011-2013 » et liste tous les moyens pour y parvenir. De ce fait, elle a paru choquer, pourtant elle se contente d'exploiter de façon systématique les pistes qui ont déjà permis des fermetures massives de postes dans l'Éducation nationale.

Plus d'élèves par classe, plus d'élèves par établissement

À commencer par l'augmentation des effectifs de classe. Les écoles et collèges sont les premiers visés, et les classes vont probablement se retrouver à 28, voire 30 (et jusqu'à 32 élèves en maternelle !) même dans des zones sensibles. Des maintiens sur les effectifs actuels ne seront envisageables qu'en ZEP, et encore, au cas par cas. Le document prétend que « les études et expériences les plus récentes indiquent que la diminution des effectifs dans les classes n'a pas d'effet avéré sur les résultats des élèves » ; mais on y a superbement ignoré plusieurs études publiées récemment qui prouvent le contraire. L'augmentation des effectifs passe par d'autres biais, qui aboutissent indirectement aux mêmes résultats : fermetures d'établissements, de sections ou d'options. La note ministérielle recommande la fermeture des petits établissements : les écoles d'une ou deux classes, auxquelles doivent être substitués des regroupements intercommunaux, et les « petits » collèges

(aucun critère chiffré n'est donné). Cette directive est désastreuse : dans les zones rurales, beaucoup d'élèves ont déjà deux heures de transport quotidien. Comment vont-ils seulement pouvoir suivre une scolarité normale ? Ces élèves sortiront au plus vite, avec une qualification minimale, voire sans qualification du tout. Cela dit, les lycées ne sont pas en reste : les fermetures de sections ou d'options ainsi que l'exploitation du « tronc commun » des nouveaux programmes du lycée vont permettre une augmentation généralisée de la taille des classes : c'est la « rationalisation » de l'offre scolaire en lycée général, technologique ou professionnel.

Des suppressions de moyens à grande échelle

Les suppressions de moyens pédagogiques se font à tous les niveaux : plus d'intervenants extérieurs ni d'assistants étrangers de langue vivante, plus de RASED ni d'autre aide spécialisée. La réduction des remplacements et le recours à des enseignants précaires est systématisé : « une piste d'optimisation du coût en emplois du remplacement réside dans le recours à des non-titulaires en substitution à des titulaires pour assurer une part du remplacement, les non-titulaires présentant une ressource plus flexible dont le rendement est proche de 100 % . » Mais ce ne sont pas que les moyens d'enseignement qui sont détruits : les psychologues scolaires et les conseillers d'orientation sont voués à disparaître à moyen terme, tandis que ferment les Centres d'information et d'orientation (CIO). Enfin, les ATOSS (postes techniques et administratifs) doivent également subir des regroupements et, concrètement, travailler sur plusieurs établissements. Ces mesures sont rendues possibles par des réformes récentes : celle de la mastérisation et de la réforme de la formation, qui entérine la précarisation de l'enseignement ; celle des EPLE (qui permet, entre autres, au chef d'établissement de recruter plus facilement des précaires). N'oublions pas d'ailleurs que la mastérisation est passée grâce à une promesse totalement illusoire

d'augmentation de salaire et que, aujourd'hui, il n'en est plus question puisque l'on parle au contraire de gel du salaire des fonctionnaires.

Réduction du temps de scolarisation

Les mesures d'économie se font aussi par une pure et simple baisse du temps de scolarisation. Dans la continuité des attaques de X. Darcos sur la maternelle, la récente note ministérielle pointe clairement l'objectif de la déscolarisation totale des enfants de 2 ans, même dans les quartiers défavorisés, où pourtant cette possibilité avait fait ses preuves depuis trente ans. Notons que la scolarité en lycée professionnel a déjà été réduite de cinq à quatre ans. La réforme à venir des rythmes scolaires suit la même logique : réduire globalement le temps d'enseignement délivré aux élèves (jusqu'à 25 %). C'est notamment le système allemand qui est pris pour modèle, avec l'après-midi libérée pour les activités extrascolaires. Toutefois, l'Allemagne remet en question actuellement cette organisation de la journée, jugée inefficace, pour revenir vers des journées entières. Le but de l'ensemble de ces mesures est double : d'une part, privatiser certains enseignements qui ne seront dès lors plus assurés (en premier lieu, les pratiques sportives et artistiques, et probablement les langues vivantes autres que l'anglais) ; d'autre part, encourager le retour des femmes au foyer (en tout cas celles qui ne peuvent payer les jardins d'enfants et les activités extrascolaires). Par ailleurs, avec la fin des IUFM, la formation des jeunes professeurs est déjà reprise par des organismes privés tels Forprof.

Au total, ces réformes et ces mesures d'économie montrent que le gouvernement, en opérant des coupes franches, cherche à ouvrir le marché de l'éducation à tous les niveaux et à tous les âges. Elles représentent un immense retour en arrière, où seuls les plus fortunés pourront aller au-delà de la scolarité obligatoire minimale.

Garlone

Rentrée 2010 : le rythme scolaire sera celui de nos luttes !

La loi Lycée 2010 va s'appliquer dès la rentrée. Cette loi impulsée par Luc Chatel, ministre de l'éducation nationale vise à **refondre le lycée de la seconde à la terminale en cassant l'actuel système de filières nationales.**

Si nous laissons le gouvernement l'appliquer, dans trois ans notre bac sera démantelé et individualisé, c'est à dire qu'il **ne sera plus reconnu par le code du travail et les conventions collectives.** La casse du Bac nous ouvre la voie à encore plus de précarité car il ne sera plus un diplôme sur lequel nous appuyer pour trouver un vrai travail pour un salaire digne. Pour pulvériser le Bac, la loi Lycée 2010 impulse **des mesures qui permettent la privatisation des lycées.**

Problème de rythme à l'école ?

Selon les statistiques, un jeune de 15 ans suit 1147 heures de cours par an, alors que la moyenne n'est que de 965 heures dans l'ensemble des pays de l'OCDE. C'est un **réel acquis de pouvoir suivre autant d'heures de cours gratuitement dans l'enseignement public et laïque.** Luc Chatel a installé, depuis le 7 juin, un comité de réflexion sur le rythme scolaire. Sous prétexte de changer « *la durée et l'organisation des journées de cours, des semaines et l'ensemble du calendrier de l'année* », il propose déjà de libérer des heures durant les après-midi.

En fait, s'il propose de remplacer les cours de l'après-midi par du sport, **alors même que le gouvernement supprime des milliers de postes de profs** dans l'éducation nationale, c'est que sa proposition n'est qu'une manœuvre pour **reléguer les cours d'EPS, d'art plastique et de musique à l'enseignement privé.** Par la suite, sa mesure ouvrira également des créneaux horaires aux entreprises d'aides scolaires privées et aux cours de catéchismes divers.

Le ministre ne cherche pas, comme il le prétend, à améliorer nos conditions d'études. Dans une lettre envoyée au début du mois de mai aux recteurs d'académies, il leur permet de combler le manque de profs causé par les sup-

pressions massives de ces dernières années par **l'augmentation du nombre d'élèves par classes.** Des classes qui sont déjà en sur-effectifs !

Le gouvernement privatise l'éducation !

Luc Chatel veut dépecer l'enseignement public. Sarkozy l'a choisi comme ministre parce que c'est un bon gestionnaire capitaliste. N'oublions jamais qu'il a été directeur des ressources humaines de la grande multinationale française l'Oreal. C'est pourquoi ce qu'il souhaite, c'est **donner toujours plus de place à l'enseignement privé.**



Le budget du ministère pour l'enseignement public est de 50,4 milliards d'euros pour l'année 2010 : c'est autant de milliards que les capitalistes aimeraient avoir dans leurs poches ! Pour eux l'éducation est un marché dans lequel il y a beaucoup de profit à faire. Le ministre annonce sans scrupule qu'il fait ses « réformes » pour la « *réussite des élèves* ». *Mais derrière ces annonces de bonne volonté se cache en fait la plus grande attaque que l'école publique, laïque et gratuite n'est jamais connue.*

Est-ce pour la réussite des élèves qu'il supprime encore 16 000 postes de profs à la rentrée et autorise l'augmentation du nombre d'élèves par classe ? Est-ce pour la réussite des élèves qu'a été détruite la carte scolaire qui renforce les lycées de riches et augmentent les ghettos de pauvres ? Est-ce pour la réussite des élèves que le ministre a supprimé le diplôme du BEP ?

Continuons à nous battre et à nous mobiliser contre la loi Chatel !

En tant que lycéens nous devons nous organiser collectivement pour **défendre l'école publique gratuite et laïque et des diplômés qui nous assurent un avenir avec un vrai travail et un vrai salaire.** En 2005 contre Fillon puis fin 2008 contre Darcos, nous avons démontré que la mobilisation lycéenne pouvait faire reculer le gouvernement. La défense du Bac est une **lutte centrale et urgente pour sauver l'enseignement public.** Restons déterminés à combattre la loi lycée 2010.

Nous appelons tous les lycéens à **rejoindre immédiatement le SEUL** pour soutenir notre campagne contre la loi Chatel !

Partout en France et en Europe des travailleurs et des jeunes se mobilisent contre les conséquences de la crise du capitalisme qui détruit nos conditions de vie de travail. Partout en Europe des mobilisations pour sauver les emplois, pour défendre les retraites et empêcher la privatisation de

l'Ecole. Seules la lutte et la mobilisation paient, c'est pourquoi nous devons dès à présent nous préparer à combattre l'application de la loi Chatel à la rentrée et à **rejoindre les travailleurs en lutte dans la perspective de la grève générale en France et en Europe.**

Restitution de tous les postes supprimés !

Restitution de la carte scolaire !

Restitution du BEP !

Non au démantèlement du Bac : Grève jusqu'à l'abrogation de la loi Chatel !

En France et en Europe : Unité des travailleurs et de la jeunesse dans la Grève générale !

Tract du SEUL lycéen du 12 juin 2010

Non aux pôles d'excellence ! Unité des travailleurs et de la jeunesse !

Ces dernières années les attaques des gouvernements de droite comme de gauche se sont succédées contre l'Université. Toutes aboutissent au même objectif : privatiser l'enseignement supérieur. En liquidant l'éducation publique le gouvernement laisse au capitalisme l'opportunité d'investir et de faire du profit sur le savoir et l'enseignement. Cette liquidation casse le contenu national des diplômes, c'est à dire leur adossement aux conventions collectives et au Code du travail, pour offrir aux patrons des salariés au plus bas coût. Cet objectif de privatisation de l'enseignement et des diplômes est concerté au niveau européen : le processus de Bologne, qui veut faire de l'Europe "l'économie de la connaissance la plus compétitive au monde". De "réformes" en "réformes", notre éducation est démantelée et privatisée selon les vœux de l'OMC : "l'éducation, la santé et la culture sont les marchés du 21ème siècle" !

Destruction et privatisation de l'université publique.

Sarkozy l'avait dit, l'éducation serait un axe central de sa politique. Et ce n'est pas un hasard ! Le budget de l'éducation est le 1er poste de dépenses de l'état avec 91 milliards d'euros : Un juteux marché pour les investisseurs !

Étape 1. La loi sur les libertés et la responsabilité des universités (LRU) est adoptée en 2007. Celle-ci comprend deux volets. Le premier renforce les pouvoirs du président de la fac en lui donnant un droit de véto sur l'ensemble des décisions et organise un conseil d'administration sur mesure pour les patrons qui y siègent. Le second prévoit la mise en place de fondations privées pour démarcher les entreprises afin qu'elles investissent dans la fac. Dans le même temps, facs et grandes écoles sont "incitées" à se rapprocher pour constituer de grands "pôles d'excellence".

Étape 2. Afin d'accélérer la privatisation, le gouvernement met en concurrence les facs pour les financements. Après quelques années de rigueur budgétaire, certaines sont au bord du dépôt de bilan (Limoges). Alors des financements publics pour quelques facs sélectionnées sont annoncés : Opération Campus, Plan Réussite en Licence, Grand Emprunt, autant de milliards pour celles qui acceptent la privatisation et la concurrence ! Et elles suivent. En janvier 2010, 51 facs sur 84 étaient "autonomes", et donc appliquaient la LRU.

Étape 3. L'objectif fondamental est de faire le tri entre les facs et entre les filières selon leur "rentabilité". La

constitution de pôles d'excellence, c'est-à-dire de regroupements d'établissements du supérieur (facs, grandes écoles) mis en lien avec des entreprises privées, doit permettre à l'enseignement supérieur d'être concurrentiel sur le marché mondial de l'éducation. Pour cela, il faut éliminer les "brebis galeuses", les petites facs qui n'arrivent pas à survivre et les filières sans débouchés : Théâtre, Psycho, Cinéma, Socio, Ethno... Au final, une petite dizaine de grands pôles ultra-sélectifs doivent émerger, afin de rivaliser avec les campus anglo-saxons et asiatiques.

En mars 2010, on compte 17 pôles auxquels s'ajouteront dans les prochains mois 5 pôles supplémentaires. Ainsi à Paris, 4 pôles existent : ParisTech qui regroupent 12 établissements techniques et commerciaux ; Université ParisCité qui compte 7 établissements (Paris 3, 5, 7 et 13, Inalco, Sciences-Po Paris), Université Paris-Est (Créteil, Marne la Vallée...) et UniverSud Paris (Université de Versailles, Orsay et Évry et l'ENS Cachan...). De nombreuses universités sont déjà isolées, ce qui compromet leur avenir : Nanterre, Saint-Denis ou encore Cergy n'ont pas intégré de pôles, faute de filières d'excellence à apporter. En France, la course aux financements pour survivre va s'aiguïser. Ainsi, à Bordeaux ou à Lyon, la concurrence entre fondations fait rage. Certains ont ramassé gros, comme Toulouse I avec 30 millions d'euros. Mais déjà, la Cour des comptes du 8 juin 2010 parle d'accélérer les fusions avec à la clé des suppressions de postes, de filières, de moyens au nom de la "rationalisation".

Excellence = Sélection et précarité pour une majorité des étudiants

Si la mise en place des pôles d'excellence va favoriser une minorité qui aura les moyens de payer ses études, la grande majorité se verra imposer des cursus au rabais, dont le seul objectif sera une main-d'œuvre peu coûteuse et formée aux besoins de l'entreprise.

Première conséquence. La sélection à l'entrée de l'université va s'intensifier. Avant 2001, l'inscription à la fac et dans la filière de son choix était un droit. Depuis, les obstacles se sont multipliés et sont pratiqués par une majorité de facs : "orientation active" avec l'inscription postbac, dossier d'inscription avec lettre de motivation et relevé de notes, nombre limité de places, frais d'inscription illégaux, suppression du contrôle terminal... Et c'est efficace : entre 2007 et 2017, l'université perdra près de 200 000 étudiants soit 15% de ses effectifs. Et ces prévisions ne tiennent pas compte des futurs "pôles d'excellence" !

Aujourd'hui déjà, des facs publiques ont des cursus à plusieurs milliers d'euros l'année. Paris 3 a ainsi ouvert un diplôme d'université – dont le contenu et les frais d'inscription sont fixés par la fac – en égalité femmes-hommes à 3 500 euros l'année. Et là aussi, ce n'est qu'un début. Avec "l'autonomie", les directions des facs vont pouvoir augmenter les frais d'inscription et la sélection des étudiants. Dauphine "module" ses frais d'inscription selon les salaires des parents : de 425 euros pour tous on augmente de 1 000 à 4 000 euros ! Dauphine espère récupérer 3 à 4 mil-

lions d'euros par an. On parle de plusieurs dizaines de milliers d'euros pour certains cursus ! L'"excellence" est à ce prix !

Deuxième conséquence. La privatisation prend notamment la forme de la "professionnalisation" des cursus. L'université est appelée à adapter son offre de formations aux entreprises qui la financent. Cela conduit au développement de cursus formant l'étudiant à un poste spécifique dans une entreprise spécifique : les cours sont dispensés par des professionnels, les stages non rémunérés sont multipliés. A l'issue de ces formations, nous serons "employables" uniquement dans l'entreprise qui aura financé notre "diplôme". Problème : En liant ainsi les facs aux bassins locaux d'emplois, aux pôles de compétitivité industrielle, que devient-on si la boîte ferme, si elle licencie ou si on veut changer de boulot ? A nous de payer pour une nouvelle formation !

Les exemples sont discrets mais nombreux : Areva, leader mondial du nucléaire, s'est offert un M2 d'économie à Paris 1 et a ouvert son propre campus à la fac d'Aix en 2009. Conforama a ouvert un M2 avec Paris 1 en janvier 2008 pour former des directeurs magasins. Veolia Environnement dispose de six campus en France et a conclu des accords avec des facs comme Cergy, Marne-la-Vallée ou encore Versailles pour la formation de ses salariés. Michelin, avec son école d'enseignement technique, travaille avec de nombreuses facs comme celles de Clermont-Ferrand, de Nantes ou encore de Montpellier. Ces formations concernent déjà plusieurs milliers d'étudiants par an. Et ce n'est qu'un début ! Le stage obligatoire non payé

pour valider sa troisième année de licence va constituer un formidable filon pour les patrons puisqu'on compte près de 600 000 étudiants en L3 !

Troisième conséquence. Cette professionnalisation a des conséquences sur la valeur de nos diplômes. De "national", ils deviennent "individuel", c'est-à-dire qu'ils ne sont plus reconnus collectivement. Un patron peut depuis 2001 légalement embaucher un bac+5 ou +8 au SMIC ! A chacun de négocier son salaire et ses conditions de travail mais avec un taux de chômage à plus de 10%...

Voilà ce qui nous attend : une sélection sur l'argent, des cursus vendus clés en main par des patrons et des "diplômes" qui ne sont que des attestations de compétences et qui ne garantissent en rien nos salaires et nos conditions de travail. La précarité, les salaires de misère pour tous ou presque, voilà le vrai visage de "l'excellence" et de "l'autonomie" !

En luttant dans l'unité, on peut gagner !

Aujourd'hui, les conditions pour mettre en échec cette politique sont réunies. Le démantèlement de la retraite par répartition, le budget de rigueur, la multiplication des licenciements, la précarité, les attaques contre l'éducation et la santé nous concernent tous. Avec la crise, on justifie et on accélère les attaques contre nos droits et nos acquis. Le gouvernement veut nous faire payer la crise alors que dans le même temps on augmente les budgets militaires, on recrute des soldats, on envoie nos troupes en Afghanistan. De l'argent il y en a !

Les lycéens, les étudiants sont des travailleurs en formation, c'est-à-dire que nous faisons des études pour

obtenir des diplômes, des qualifications qui permettent de nous "vendre" au mieux (salaires, droits, conditions de travail) sur le marché du travail. La retraite, si lointaine est-elle, nous concerne car nous serons tous, tôt ou tard, des travailleurs ! Nous devons donc nous battre, dans l'unité avec les travailleurs, pour défendre nos droits, pour faire reculer le gouvernement. Cette question se pose même à l'échelle européenne : les grèves générales en Espagne, en Grèce, au Portugal contre les plans de rigueur ces dernières semaines, les mobilisations étudiantes et lycéennes à travers l'Europe ces trois dernières années démontrent que nous nous battons tous contre une même politique et que pour y faire face, nous devons nous unir et lutter côte-à-côte.

2009 a été l'année de l'unité étudiants, enseignants, personnels contre la LRU, 2010 doit être l'année de l'unité des travailleurs et de la jeunesse pour défendre et garantir notre éducation, notre santé et nos retraites ! Cela ne sera possible que si nous sommes organisés ! Rejoins le Syndicat Étudiant Unitaire et Laïque !

De l'argent pour l'éducation, pas pour la guerre et les spéculateurs !

Unité des travailleurs et de la jeunesse : Grève générale en Europe !

Ni sélection, ni privatisation :

**Abrogation de la LRU !
Non aux pôles d'excellence !**

Je m'abonne à l'*Internationaliste*, bulletin du G.S.I

Mme, Mlle, M. (1) Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Courrier électronique (facultatif) :@.....

À : Date :

Prix : pour **6 numéros**, 12 euros (16 euros en soutien) **ou** pour **12 numéros**, 24 euros (30 euros en soutien) (1)

Frais d'envoi par la poste en 1^{ère} catégorie compris.

Tarif valable pour la France métropolitaine.

Pour les autres régions du monde, prière de nous contacter.

Paiement par chèque bancaire ou postal uniquement.

Signature

Chèque à l'ordre d'**APIDO**

(1) Rayer les mentions inutiles

Bulletin à renvoyer à : L'*Internationaliste* - BP 66 - 94311 - ORLY CEDEX

Où va le Bloc de Gauche portugais ?

On peut au moins reconnaître une vertu à la crise économique, c'est qu'elle permet de clarifier les positions des organisations politiques. La chute du Mur de Berlin avait déjà créé une confusion terrible au sein des organisations de la classe ouvrière en faisant l'amalgame entre stalinisme et socialisme. La crise est venue accélérer ce processus de décomposition-recomposition. Dans de nombreux pays européens, l'espace vacant laissé par la disparition des partis staliniens et le ralliement définitif des partis sociaux-

pour le socialisme. Depuis sa création, il se bat pour un anticapitalisme qu'il ne définit surtout pas.

L'espace laissé libre par le PS et l'érosion du PCP ont permis au BE de connaître un succès électoral grandissant, surtout dans la deuxième moitié des années 2000. Le BE s'est alors transformé en parti à part entière, ses différentes composantes devenant des « associations politiques ». Mais le succès électoral du BE s'est aussi traduit par une adaptation croissante du parti.

total de 230, et quinze pour le PCP), le BE n'a pas été une force d'appoint suffisante pour constituer un gouvernement stable avec le PS, qui a préféré gouverner seul et passer des accords ponctuels, « à droite et à gauche », pour faire passer ses projets de loi. Ce n'était que partie remise. Depuis, le BE a annoncé qu'il soutenait un historique de la gauche du PS, M. Alegre, pour les élections présidentielles de 2011, sûrement en vue de participer à un éventuel gouvernement de front populaire.

Mais c'est en 2010 que le BE a définitivement franchi la limite de collaboration de classe et ce par deux fois. Premièrement, il a voté la participation du Portugal au prêt de l'Union européenne pour la Grèce. Or, la contrepartie de ce « prêt » est précisément la mise en place d'un plan d'austérité contre les travailleurs grecs. Comment peut-on dire que l'on se bat pour les droits des travailleurs et contribuer à l'instauration des plans d'austérité ? Deuxièmement, le BE a proposé un plan alternatif aux mesures d'austérité prises par le gouvernement PS. Ce plan alternatif s'inscrivait pleinement dans la logique capitaliste de faire payer la crise aux travailleurs, puisqu'il prévoyait la réduction des dépenses de l'État. Il y aurait donc des « bonnes » coupes budgétaires qui se situent dans l'intérêt de la classe ouvrière ?

À l'image du Parti de Gauche en France et de Die Linke en Allemagne, le BE essaie de créer l'illusion que le capitalisme est aménageable, tout en menant ouvertement une politique de collaboration de classe. Or, cela fait longtemps que l'histoire a montré qu'il n'y avait pas de place pour des réformes ou des aménagements dans le cadre du capitalisme à son stade impérialiste. Le BE apparaît donc pour ce qu'il est, une organisation politique de plus en plus procapitaliste. Il est plus que jamais urgent de dénoncer et de combattre ce type d'organisation et de construire un parti politique qui défende réellement les intérêts des travailleurs, ce qui passera nécessairement pas la révolution socialiste.

Mathieu



Francisco Louçã—BE

démocrates aux intérêts de la bourgeoisie ont permis l'émergence de nouveaux projets politiques. Ces partis qui ne sont pas homogènes et dont la composition est souvent déterminée par la situation historique de chaque pays naissent le plus souvent à partir du rejet de la décomposition ou de l'adaptation des partis traditionnels de la classe ouvrière.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'histoire du Bloc de Gauche (BE) portugais. Ce mouvement est né en 1999 comme un front électoral. Il regroupe trois composantes essentielles : le Partido socialista revolucionário (PSR), alors section portugaise du Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale, l'União democrática popular, organisation d'inspiration maoïste, et Política XXI, regroupement de plusieurs mouvements et personnalités en rupture avec le Parti communiste portugais (PCP). Le BE ne s'est jamais battu

En parti institutionnel « responsable », le BE participe, et préside même, certaines commissions parlementaires à l'Assemblée de la République. Son projet politique n'est même plus ouvertement anticapitaliste, il s'agit d'aménager le système capitaliste et l'Union européenne. Le BE développe un projet de plus en plus néoréformiste. Oui, néoréformiste, et non réformiste parce que le parti ne possède pas l'implantation historique dans les syndicats et la classe ouvrière que possède le PCP, encore puissant dans le pays.

Ce mouvement d'adaptation s'est accéléré avec la crise, et surtout au cours de l'année 2009. Dans le cadre des élections législatives de l'année dernière, le BE a montré sa disponibilité pour participer à un gouvernement avec le PS alors que ce parti avait mené une politique clairement dirigée contre la classe ouvrière lors de son mandat précédent. Mais en obtenant seize députés (sur un

Quelle issue pour les Pays-Bas ?

Depuis plusieurs années, les Pays-Bas connaissent une situation de crise politique latente, marquée par une assez grande instabilité gouvernementale. Cette situation s'est accrue depuis la fin des années 1990. En un peu plus de 10 ans, pas moins de 6 gouvernements se sont succédés, et presque aucun n'est arrivé au terme de son man-

Une campagne électorale dominée par la crise

Ce sont donc ces thèmes qui ont dominé la campagne électorale. Au sein de l'ensemble des partis, il existait un consensus général sur la nécessité de réduire les dépenses de l'état. Ainsi les principales propositions se sont résu-

veau assez élevé. Les deux principaux partis du gouvernement sortant perdent des voix. C'est le CDA qui est le plus durement sanctionné, il perd près de 1,4 millions de voix, passant de 2,6 à 1,2 millions. Ce score est le plus bas jamais atteint par ce parti confessionnel. Le PvdA perd près de 250 000 voix passant de 2,1 à 1,8 millions de voix. Sur le long terme, l'affaissement du parti travailliste est nettement plus visible, s'inscrivant ainsi dans la crise que l'ensemble de la social-démocratie connaît à échelle mondiale et européenne.

Les grands vainqueurs du scrutin sont le parti libéral (VVD) [5], qui gagne un demi-million de voix pour en obtenir au total 1,9 millions. Ce parti bourgeois a déjà participé à de nombreux gouvernements de coalitions, néanmoins c'est la première fois qu'il arrive en tête des élections législatives depuis 1918. Dans un contexte de grande volatilité de l'électorat, ce parti engendre une partie du rejet exprimé vis-à-vis des deux autres grands partis de gouvernement que sont le CDA et le PvdA. L'autre grand gagnant de ces élections est le parti d'extrême-droite du PVV [6], dirigé par Geert Wilders, ancien député du VVD. Le parti a obtenu légèrement moins de 1,5 millions de voix, soit près de 900 000 de plus que lors des précédentes élections législatives. Geert Wilders, qui affiche ouvertement son soutien à l'Etat d'Israël, reprend plusieurs aspects idéologiques des néo-conservateurs américains. Il a notamment axé sa campagne politique sur le combat « contre l'islamisation de la société néerlandaise », comparant à plusieurs reprises le Coran à *Mein Kampf*, et assimilant la religion musulmane au fascisme. D'un point de vue économique, G. Wilders défend des positions ultralibérales. D'ailleurs, aussitôt les élections passées, il a remis en cause son opposition au report de l'âge de la retraite et à la suppression de l'WAO, et ce en vue de constituer un éventuel gouvernement de coalition avec le VVD.

A gauche, le SP qui avait connu un important succès électoral en 2006 dans la foulée de son opposition au traité constitutionnel européen, a, cette fois-ci, perdu beaucoup de voix. En perdant 700 000 voix, passant de 1,6 à 900 000, il paie son alignement sur les partis bourgeois, notamment en ayant



La reine Béatrix et Geert Wilders

dat. La dernière démission d'un gouvernement date de la fin du mois de février dernier quand la coalition au pouvoir regroupant le parti travailliste PvdA [1], le parti chrétien-démocrate CDA [2] et le parti chrétien social CU, a éclaté sur la question de la présence des troupes néerlandaises en Afghanistan. Le PvdA voulait que les 2 000 soldats néerlandais se retirent d'Afghanistan comme prévu à la fin de l'année alors que le CDA, du premier-ministre J.-P. Balkenende voulait « reporter » ce retrait, s'alignant ainsi sur la position de l'OTAN qui veut maintenir une importante présence militaire dans ce pays. C'est dans ce contexte, que des élections anticipées ont été organisées le 9 juin dernier. De plus, à l'image des autres états, le pays a été frappé par la crise du système capitaliste. Dans ce pays, les aspects les plus visibles de la crise ont été l'augmentation du chômage, l'augmentation des expulsions des logements pour défaut de paiement des crédits contractés, et l'augmentation du déficit public.

mées au report de l'âge de la retraite de 65 à 67 ans, à la suppression du système d'incapacité de travail (WAO), ou encore à la privatisation des entreprises d'état, dans un pays où les directives de l'Union Européenne exigeant la privatisation des transports, des services publics, de l'éducation ou de la santé sont déjà largement appliquées. Même le *Socialistische Partij* (SP) [3], qui dénonce les « excès du libéralisme », et les écologistes du *Groenlinks* [4], partis qui se situent à « gauche » de l'échiquier politique des partis institutionnels, proposaient d'importantes réductions des dépenses publiques

Les résultats des élections du 9 juin

Les résultats des élections législatives ont été marqués par plusieurs éléments significatifs, certains exprimant des tendances que l'on retrouve dans les autres pays d'Europe, d'autres propres à la situation politique néerlandaise. Tout d'abord, le taux d'abstention a augmenté de 5 points passant de 20 à 25%, ce qui pour les Pays-Bas constitue un ni-

accepté les réductions budgétaires. Il a démontré qu'il ne constituait pas une alternative pour les travailleurs. Cela montre l'impasse que constitue ce projet politique, qui se limite à être anti-libéral.

Dans la foulée des élections législatives du 9 juin dernier, la reine des Pays-Bas a fait savoir dans un communiqué de presse qu'elle était favorable à un gouvernement de coalition composé par le parti VVD (parti libéral) et le PVV (part d'extrême droite). Les choses ont le mérite d'être claires, la reine est sortie de sa supposée réserve pour afficher sa volonté politique de voir se former un gouvernement pro-capitaliste et clairement réactionnaire pour faire payer la crise aux travailleurs néerlandais. Certains secteurs de la bourgeoisie néerlandaise ont donc décidé de tout mettre en oeuvre pour essayer de dépasser la situation de crise politique et économique que connaît le pays par la manière forte. Mais en raison de l'extrême éclatement de la scène politique néerlandaise, ce projet ne peut pas être mis en place, du moins dans l'im-médiat. A l'heure où cet article est

écrit, aucun accord n'a été trouvé pour la constitution d'une coalition gouvernementale

Pour une république des Pays-Bas

Au vu de ces éléments, il apparaît que pour défendre leurs intérêts, les travailleurs des Pays-Bas ne pourront compter que sur leurs propres forces. Dans ce pays, comme ailleurs, il est urgent de construire un parti par et pour les travailleurs, indépendant de l'état et des patrons. Aux Pays-Bas se pose cette question politique immédiate : la combat pour le renversement de la royauté. En effet la prise de position de la reine en faveur des représentants les plus réactionnaires des intérêts capitalistes ne fait que confirmer ce qu'a toujours été et ce que sera toujours un roi : un héritage archaïque du système féodal que les travailleurs ont le devoir de détruire. Il est donc urgent de poser la question du renversement de la royauté pour l'instauration d'une république. Mais cette revendication ne prendra tout son sens que si elle est articulée avec la perspective du renversement du

capitalisme pour l'instauration du socialisme, afin de satisfaire les intérêts des travailleurs. Pour une république des Pays-Bas ! Pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe !

Mathieu

[1] Le *Partij van de Arbeid* (PvdA – Parti du Travail), est le représentant de la social-démocratie aux Pays-Bas.

[2] Le *Christen Democratisch Appèl* (CDA), est un des représentants traditionnels de la bourgeoisie dans ce pays. Il a été créé en 1980 suite à la fusion des deux principaux partis protestants, le *Christelijk-Historische Unie* (CHU) et l'*Anti-Revolutionaire Partij* (ARP) et du parti catholique *Katholieke Volkspartij* (KVP).

[3] Le *Socialistische Partij* (SP) est un ancien parti maoïste qui a connu un succès électoral grandissant depuis la fin des années 1990.

[4] *Groenlinks*, littéralement « vert de gauche », il s'agit d'un mouvement écologiste né en 1991 de la fusion de plusieurs partis, dont l'ancien parti communiste des Pays-Bas.

[5] *Volkspartij voor Vrijheid en Democratie* (VVD – Parti Populaire pour le Liberté et la Démocratie), il s'agit avec le CDA, du principal représentant de la bourgeoisie, mais c'est un parti non-confessionnel.

[6] *Partij Voor de Vrijheid* (PVV) . Ce parti a été créé en 2005 par Geert Wilders suite à une rupture avec le VVD.

Communiqué du Groupe Socialiste Internationaliste à propos de la grève générale en Polynésie française

Deux gouvernements, une même politique, une même exigence : la grève générale !

Depuis le jeudi 10 juin, la grève générale est effective en Polynésie française. Appelée par un collectif de onze organisations syndicales organisées en « Collectif pour la paix », cette grève paralyse déjà les secteurs essentiels que sont les transports et des communications dans un groupe d'archipels qui occupent une superficie comparable à celle de l'Europe.

Un premier bras de fer vient d'avoir lieu avec les pompiers de l'aéroport international de Faaa qui ont refusé la réquisition. Le Haut-commissaire a décidé de les faire remplacer « ponctuellement » par des pompiers militaires...

L'avenir des retraites et de la sécurité sociale sont au centre des revendications. La dégradation du système de santé a déjà provoqué des mobilisations dans les hôpitaux qui sont à nouveau fortement mobilisés. Le chômage dans l'archipel a explosé après le recul de l'industrie du tourisme et l'annonce du démantèlement de certaines infrastructures militaires : 9 000 emplois ont été supprimés en deux ans alors que la population compte au total 260 mille habitants !

S'ajoute le contentieux portant sur l'indemnisation des victimes des essais nucléaires et, surtout, sur le suivi médical sur la durée pour la population et l'environnement des consé-

quences des 46 essais en atmosphère et 146 essais souterrains de 1966 à 1996.

« Collectivité d'outre-mer » la Polynésie possède un statut intermédiaire entre celui de la Kanaky et celui d'un « département d'outre-mer ». A ce titre elle dispose de ses « institutions » élues mais ses « lois » sont sous la haute surveillance du Conseil constitutionnel et du Conseil d'Etat français... Un Haut-commissaire y représente le gouvernement Sarkozy-Fillon de l'état colonial.

Les attaques portées par le gouvernement local de Gaston Tong Sang et par le gouvernement de Sarkozy-Fillon sont les mêmes en Polynésie qu'en « métropole ». Elles doivent recevoir la même réponse.

La mobilisation des travailleurs de Guadeloupe et de Martinique en 2009 ont montré la voie :

**la grève générale pour faire plier le gouvernement,
la grève générale pour faire plier la bourgeoisie et l'Etat colonial !**

Paris, le 14 juin 2010, le GSI

La guerre en Afghanistan est une guerre menée contre la classe ouvrière internationale

Les attentats du World Trade Center ont servi de prétexte pour aller faire la guerre en Afghanistan, une guerre contre le terrorisme et pour la démocratie. Un sale mensonge.

Un pays riche

En réalité, il s'agit de contrôler le pays. D'une part pour protéger le futur gazoduc contournant la Russie. D'autre part, le pays, montagneux, regorge de minerais précieux. On le savait depuis longtemps, mais une récente redécouverte vient le souligner : l'Afghanistan disposerait de 1 000 milliards de tonnes de cuivre, or, cobalt et de lithium, ce qui pourrait en faire un des premiers exportateurs mondiaux de ces matières. Le pays ne disposant pas des infrastructures pour les extraire, les appétits des pays frontaliers (Chine, Russie, Inde) se sont aiguisés. Enfin, il s'agit d'un pays situé à un carrefour géostratégique.

Un bourbier

46 armées coalisées sont prises dans le bourbier afghan. La nuit, les Talibans contrôleraient la totalité du pays. De l'autre côté, les militaires des armées impérialistes multiplient les « bavures » nourrissant le ressentiment de la population, alimentant les Talibans de nouveaux soldats, de nouveaux kamikazes. Fin décembre 2009, un attentat suicide a eu lieu sur une base de la CIA, faisant 11 morts. Mardi 26 janvier 2010, un attentat a eu lieu sur la base de Camp Phoenix à Kaboul, ville la plus sûre du pays. En mai, c'est la plus grande base étrangère du pays, Bagram, au nord de la capitale, qui était prise d'assaut. Dans toutes les têtes, il est acquis que la lutte est déjà perdue, et qu'il ne s'agit à l'heure actuelle que de se replier sur quelques points stratégiques (comme en Irak) sans que cela ressemble à une débâcle. Mais à l'intérieur de chaque pays, les différents courants de la bourgeoisie ne sont pas d'accord entre eux sur les rythmes à suivre.

Par exemple, le licenciement par Obama du commandant de l'Otan et des forces américaines McCrystal le 23 mai 2010, au motif de son



« insubordination » suite à des propos tenus dans le magazine *RollingStone*. Il est remplacé par David Petraeus, chef des armées américaines lors du conflit iraquien. Que va impliquer ce changement d'homme ?

Tout s'achète

En même temps que ce licenciement, on en apprend plus sur les conséquences de la privatisation de la guerre. En effet, en plus des 100 000 soldats américains se recentrant sur « le cœur du métier », à savoir le combat, on compte 150 000 mercenaires (« contractors ») embauchés en grande partie sur le sol afghan pour faire du déminage, du gardiennage ou du transport de ravitaillement.

Dans ce dernier secteur, un scandale vient d'éclater. Les sous-traitants recrutés par HNT (Host Nation Trucking) sont pour partie des chefs de guerre, des Talibans, des mafieux. Autrement dit, on fait des gros chèques (des dizaines de millions de dollars chaque année) à l'« ennemi » pour avoir la paix.

D'autre part, ces dernières années, les forces d'invasion essaient de se trouver des alliés parmi les « Talibans modérés » afin de maintenir l'ordre dans le pays. La « charia modérée », est-ce la lutte pour la démocratie ?

Drôle de façon de faire la guerre contre les Talibans, en passant des accords avec eux, et même en les subventionnant quand il le faut !

La guerre et la drogue, volants d'entraînement de l'économie capitaliste

Si l'Afghanistan est le futur n° 1 mondial de l'export de minerais précieux, il

n'est aujourd'hui le premier exportateur mondial que d'opium. D'autre part, tant que la guerre continue, tant que des militaires et des civils se font massacrer, on peut continuer à produire et à vendre des armes, à développer des programmes militaires, etc. Sans surprise, on apprend également que l'industrie de l'armement se porte bien, les profits sont au beau fixe : pour l'année 2009, on atteint 1 500 milliards de dépenses, tous pays confondus. Largement de quoi régler tous les problèmes de logement, santé, alimentation et éducation dans le monde entier. Mais chaque État continue à dire que ses caisses sont vides, qu'il va falloir accepter les plans de rigueur sans broncher. Eh oui, l'armée est passée avant ! Ce sont 1 500 milliards pris à la classe ouvrière, pour massacrer des pans entiers de ses membres.

Seule la lutte paie, organisons-nous !

Tant d'hypocrisie commence à bien faire ! Mais les masques tombent sous la pression de la lutte de classes : le 22 mai, le nouveau ministre anglais de la Défense Liam Fox déclarait au *Times* : « Nous ne sommes pas un policier mondial... nous sommes là pour que la population britannique et nos intérêts mondiaux ne soient pas menacés. » Du même tonneau, l'ex-président allemand Horst Köhler plaide pour un renforcement de la présence militaire car celui-ci est « nécessaire pour maintenir nos intérêts, comme par exemple libérer les routes commerciales ou prévenir des instabilités régionales qui pourraient avoir un impact négatif sur nos perspectives en termes de commerce, d'emplois et de revenus ».

Déjà en Angleterre et en Allemagne (et sans doute ailleurs), la classe ouvrière et la jeunesse s'organisent, se mobilisent pour exiger le retrait des troupes d'Afghanistan, et que l'argent aille pour la santé, l'éducation, les salaires, les retraites, le logement, pas pour la guerre ! En France, pour satisfaire ces revendications, amplifions la lutte !

Loïc



Promouvons le boycott contre Israël ! Rompons le blocus de Gaza !

L'attaque des forces armées israéliennes contre la flottille internationale qui apportait de l'aide humanitaire à la Bande de Gaza a, une fois de plus, mis à nu le véritable caractère de l'Etat d'Israël. L'assassinat d'au moins 9 militants a été, en dernier ressort, la continuité de la politique génocidaire qu'Israël applique quotidiennement contre le peuple palestinien, spécialement contre les habitants de la Bande de Gaza.

Nous nous référons non seulement aux attaques militaires israéliennes continues contre Gaza, mais aussi aux effets terribles du blocus qu'Israël met en oeuvre, depuis plusieurs années, pour casser la résistance de ses habitants par la faim.

Selon des rapports de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation Mondiale de la Santé, « les enfants de Gaza subissent une augmentation de la morbidité qui les affectera dramatiquement dans le futur et raccourcira la vie de beaucoup d'entre eux ». Avec un cynisme total, certains chefs israéliens plaisantent et disent qu'il s'agit de « mettre les Palestiniens au régime ». (cité dans l'article de Henry Siegman, directeur de l'US/Middle East Project, pour le quotidien Haaretz, publié dans *Rebelión*, 16/06/2010).

Contre ce massacre systématique et permanent de la population palestinienne à Gaza, des militants et des organisations des droits humains se sont réunis dans le *Free Gaza Movement* (Mouvement Gaza libre), et ont lancé une campagne internationale qui combat pour la fin du blocus de la Bande de Gaza et qui, en août 2008, a envoyé la première flottille internationale dans cette région. La flottille attaquée maintenant par Israël fait partie de cette campagne et c'est à cause de cela, parce qu'elle était destinée à rompre le blocus, qu'elle a été attaquée de façon bru-



Manifestation à Paris contre l'acte de piraterie de l'Etat sioniste

talement afin de donner une leçon : toute personne que veut aider Gaza est un ennemi qui sera liquidé par Israël.

L'isolement international d'Israël augmente

Mais cette politique israélienne ne passe pas sans conséquences. Au fur et à mesure que tombe la farce du « pays démocratique » au milieu de « pays arabes dictatoriaux », avec laquelle Israël cachait son véritable caractère ces dernières décennies, commence maintenant à croître le rejet et l'isolement international.

Après l'attaque de la flottille, il y a eu de grandes mobilisations en Turquie, dans les pays musulmans et dans toute l'Europe. Partout dans le monde, il y a eu une avancée dans les actions de rejet de masse contre Israël, ainsi que dans la conscience des peuples concernant le caractère de l'Etat d'Israël.

Une conséquence de l'attaque à la flottille dans le panorama de la région du Moyen-Orient a été la distance créée entre Israël et le gouvernement turc, son principal allié dans le monde musulman. C'est un résultat presque inévitable puisque plusieurs bateaux de la flottille étaient sous drapeau turc et beaucoup de militants de ce pays y participaient. (La plupart des morts étaient des citoyens turcs.)

Une autre conséquence a été que le

gouvernement égyptien du dictateur Mubarak, un autre allié traditionnel d'Israël, a été obligé de lever momentanément le blocus qu'il maintenait sur la Bande de Gaza en collaboration avec Israël, et Israël lui-même a été obligé de réduire la liste des produits interdits par son blocus.

Jusque dans la Communauté juive américaine, la plus nombreuse hors d'Israël et un des appuis les plus forts de l'Etat sioniste, commencent à apparaître des secteurs qui mettent en question la façon d'agir d'Israël. Henry Siegman, lui-même un juif américain, affirme dans l'article déjà cité que : « l'ampleur de la condamnation du monde à l'encontre d'Israël est une réminiscence de l'époque la plus obscure de l'ère de Hitler ». Siegman précise que, dans ce cas, c'est l'Etat sioniste qui joue le rôle des nazis, et que ses victimes sont les Palestiniens de Gaza : « Un million et demi de civils ont été obligés de vivre dans une prison à ciel ouvert, dans des conditions infra-humaines, pendant plus de trois ans ».

Complicité impérialiste

Toutefois, ni la politique génocidaire israélienne contre les Palestiniens ni le massacre des activistes internationaux ne sont parvenues à changer la complicité envers Israël des gouvernements des pays impérialistes (les Etats-Unis et l'Europe) et de l'ONU. Tant ces gouvernements que l'organisme international refusent de condamner Israël et sa politique génocidaire.

Les raisons sont très profondes : en 1948, Israël a été créé, par un vote de l'ONU, comme une enclave impérialiste pour accomplir le rôle de « gendarme » contre le peuple palestinien et la lutte des peuples arabes. En ce sens, c'est le seul allié sûr et inconditionnel des Etats-Unis dans la région (un concept qui a été clairement réaffirmé par Obama). C'est pourquoi

son existence sera toujours défendue, jusqu'à la fin, par l'impérialisme.

La population israélienne soutient le génocide

Les derniers faits n'ont pas modifié non plus l'appui largement majoritaire de la population israélienne à cette politique génocidaire. Selon une enquête menée par le périodique *Israël Hayom*, 92 % des Israéliens ont soutenu l'attaque contre la Flottille de la Liberté et 78 % approuvent le harcèlement contre la Bande de Gaza.

C'est tout à fait logique : comme habitants d'une enclave coloniale, la majorité des habitants juifs d'Israël savent que, pour défendre leurs privilèges et leur niveau de vie (soutenus par une économie basée sur le budget militaire et la fabrication d'armes), ils doivent défendre jusqu'à la fin l'existence de cet Etat, parce que leurs privilèges dépendent de la survie de cet Etat. Et c'est pourquoi ils soutiennent toutes les politiques et toutes les mesures (y compris les plus cruelles et inhumaines), vouées à cet objectif.

Quelques secteurs bien minoritaires d'Israéliens, comme certains des survivants de la persécution nazie, ou les quelques pacifistes qui sont ouvertement harcelés par les fascistes lors de leurs manifestations, peuvent avoir des contradictions avec ces mesures. Mais, comme le rapporte Siegman, le sentiment largement majoritaire est ce que lui a dit un ami israélien : « *A tous les effets pratiques, ce sont des Arabes* ».

Ce qui est de plus en plus clair, c'est qu'il n'y aura pas une vraie solution, aussi longtemps que l'Etat d'Israël (dont l'existence et la nature sont la cause profonde du conflit) ne soit détruit et qu'il ne soit créé un Etat palestinien unique, laïque, démocratique et non raciste ; un Etat où les Palestiniens qui ont été expulsés puissent retourner à leurs terres et dans lequel peuvent coexister en paix les Juifs résidants qui le voudraient et qui acceptent les droits des Palestiniens.

La campagne de boycott contre Israël prend de l'ampleur

Dans l'immédiat, l'isolement et le rejet d'Israël prennent de l'ampleur dans les milieux syndicaux, intellectuels et populaires du monde entier. Des artistes du monde entier commencent à s'y joindre. Par exemple, le musicien états-

unien Carlos Santana, le chanteur anglais Elvis Costello et le groupe de rock Pixies ont annulé leurs présentations en Israël.

Plus important encore, la campagne internationale pour le boycott prend un nouvel élan. La campagne a été lancée, en 2005, par la *Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israël* (PACBI - campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel à l'encontre d'Israël) dont un des membres fondateurs est Haidar Eid, professeur de l'Université d'Al-Aqsa, à Gaza (voir entrevue sur <http://www.litci.org/declaraciones/94-medio-oriente/808-artigo808>).

Cette campagne a été lancée par une vaste coalition d'organismes palestiniens, qui a regroupé pratiquement tous les courants d'opinion qui y agissent. Sur son initiative a été créée la Plateforme BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions) qui promeut un boycott international syndical, académique, sportif, commercial et de consommateurs envers Israël. Cette campagne dispose d'une coordination internationale des comités nationaux, qui vient de tenir en Suède une réunion avec 120 personnes de France, Angleterre, Irlande, Ecosse, Italie, Espagne (principalement Catalogne et Pays Basque), Portugal, Suède, Norvège et Afrique du Sud. Il a été proposé aussi de créer une « plate-forme syndicale pro-Palestine », ce qui est très important pour permettre l'appui du mouvement ouvrier mondial à cette campagne contre Israël et sa politique génocidaire.

La solidarité ouvrière

Bien que la campagne d'ensemble soit d'importance suprême pour isoler Israël et pour préparer sa défaite, nous voulons souligner l'importance de la solidarité ouvrière. Celle-ci permet de frapper Israël dans l'échange commercial international et rend beaucoup plus onéreux de maintenir l'appui au génocide pratiqué par les sionistes, pour leurs soutiens impérialistes et les entreprises qui y investissent. En outre, elle a une signification de solidarité de la classe ouvrière de grande importance pour reconstruire l'internationalisme ouvrier, comme cela a été le cas en son temps avec les mouvements de solidarité avec le peuple espagnol contre le franquisme dans la guerre civile espagnole, et contre l'apartheid sud-africain.

C'est pourquoi, nous considérons d'ex-

trême importance quelques succès récents de la campagne adressée aux syndicats, tels que :

- La décision des syndicats portuaires de la Suède et de la Norvège d'adhérer à la campagne. En Suède, les dockers ont refusé de décharger pendant une semaine (le maximum légal) tout container avec des produits israéliens, dont beaucoup étaient produits dans des conditions illégales (c'est-à-dire, dans les colonies situées dans les territoires occupés depuis 67). Björn Borg, dirigeant du syndicat, prévoit de répéter la protestation que son syndicat a faite dans le passé contre le fascisme chilien et l'apartheid sud-africain.

- La *University and College Union*, un syndicat que représente environ 120 000 professeurs et employés d'écoles et d'universités de la Grande-Bretagne, a décidé son adhésion au BDS contre Israël, dans son congrès du 30 mai dernier, à Manchester.

- Le Comité Exécutif Central du SAMWU (syndicat des travailleurs municipaux d'Afrique du Sud) a décidé, comme une partie de la campagne BDS, qu'il empêchera tout lien académique, culturel, sportif ou d'autre type avec Israël et il a déclaré publiquement sa solidarité avec le peuple palestinien. Dans ce même pays, en février dernier, les dockers de Durban ont refusé de décharger les containers d'un bateau israélien.

- Le CFMEU (syndicat australien des travailleurs de la construction, l'industrie minière et l'énergie) a approuvé, le 11 mai dernier, son adhésion au BDS.

- Aux Etats-Unis, 800 militants de la Communauté et des syndicats, convoqués par l'organisation ANS-WER, ont bloqué les entrées du Port d'Oakland (près de la ville de San Francisco, Californie) pour insister auprès des dockers de ne pas charger ni décharger des bateaux provenant ou à destination d'Israël. Les membres de l'International Longshore and Warehouse Union (ILWU, syndicat des dockers) ont soutenu l'appel et ont participé au piquet.

Soutenons et promouvons la campagne

La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale manifeste son adhésion à cette campagne.

Nous appelons les organisations syndicales, sociales, estudiantines et populaires à organiser et à développer des activités de boycott contre Israël partout dans le monde. Nous sommes à un moment où il est possible de développer des actions qui augmentent l'isolement international d'Israël et affaiblissent effectivement l'Etat sioniste. De cette façon, nous soutenons aussi la lutte du peuple palestinien et nous le renforçons.

Cela signifie promouvoir la plus vaste unité d'action de tous ceux qui sont d'accord avec les objectifs de la campagne.

Pour cela, l'unité est fondamentale avec les communautés arabes et palestiniennes d'autres pays, et avec tous les courants qui acceptent de promouvoir cette campagne. Nous savons qu'il est très important de mener une forte campagne pour rompre le blocus de Gaza et que l'appel au boycott peut frapper Israël. Mais, dans le cadre de cette campagne unitaire, nous alertons qu'une lutte beaucoup plus dure est nécessaire, qui va jusqu'à la défaite définitive d'Israël.

Cela exige l'action de masse dans tout le Moyen-Orient et dans le monde entier, pour détruire cet Etat raciste et génocidaire et récupérer le territoire palestinien pour une Palestine laïque, démocratique et non-raciste. Sur ce chemin, le boycott permet de mobiliser et de générer une conscience concernant cette nécessité stratégique, et d'ouvrir la voie à des actions plus fondamentales dans cette perspective.

Il est nécessaire de mobiliser les masses arabes et musulmanes pour qu'elles exigent de leurs gouvernements la rupture avec Israël, pour que l'Egypte lève une fois pour toutes et inconditionnellement le blocus et pour que tous les pays arabes rompent les relations avec Israël.

En Europe, il est nécessaire de rompre l'appui que l'UE elle-même et les gouvernements impérialistes donnent à Israël. Ces gouvernements parlent haut et fort de « droits humains » mais soutiennent systématiquement l'Etat d'Israël et font semblant de ne pas voir les pratiques génocidaires de ce dernier. Ou alors, ils demandent des « enquêtes » qui ne se font jamais, et, quand elles se font, Israël ne les accepte pas et les ignore, comme cela a été le cas avec le verdict du juge sud-africain Richard Goldstone sur l'invasion de Gaza.

En Amérique du Sud, les médias présentent le Brésil comme hypothétiquement « indépendant », plus encore après que Lula a voyagé à Israël en promouvant une politique dite « de paix ». Mais la vérité est qu'Israël est la seule nation hors de la zone, avec laquelle les pays du Mercosur (l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay) ont signé un Traité de libre échange (TLC). De cette manière, ces gouvernements (dont certains se disent « de gauche »), même s'ils ont des discours pour la paix, donnent une bouffée d'air commercial et politique à Israël et l'aident à affaiblir son isolement international, en fortifiant ses agressions contre le peuple palestinien. Nous ap-

pelons à développer une campagne dans ces pays pour exiger des gouvernements de Lula, Kirchner, Lugo et Mújica la rupture immédiate des relations diplomatiques et commerciales avec Israël et de l'accord du Mercosur avec ce pays.

Comme nous l'avons dit, c'est un moment où l'action internationale peut avoir des résultats effectifs dans l'affaiblissement d'Israël. Au travail !

Tout notre appui et notre solidarité à la lutte du peuple palestinien !

Pour la fin immédiate du blocus criminel contre Gaza !

Exigeons des gouvernements la rupture immédiate des relations diplomatiques et commerciales avec Israël !

Promouvons une grande campagne de boycott contre Israël partout dans le monde !

Pour la fin de l'Etat d'Israël !

Pour une Palestine, laïque, démocratique et non-raciste !

<http://www.gsi-litqi.org/>

Sommaire du n° 100

- ✓ Après la grève du 24 juin, passons à l'offensive. p.2
- ✓ Revue de presse sociale et chiffres. p.3
- ✓ 35ème congrès du PCF. p.5
- ✓ Pour une unité ouvrière de la France à la Réunion. p.6
- ✓ Contre-réforme des retraites... p.7
- ✓ Elections professionnelles chez Gibert Joseph. P.8
- ✓ Suicides : au tour de La Poste ? p.9
- ✓ Rentrée 2010—Enseignants. p.10
- ✓ Rentrée 2010—SEUL Lycéen. p. 11
- ✓ Rentrée 2010— SEUL Etudiants. p.12
- ✓ Où va le Bloc de gauche portugais ? p.14
- ✓ Quelle issue pour les Pays-Bas ? p.15
- ✓ Communiqué du GSI à propos de la grève générale en Polynésie française. p.16
- ✓ La guerre en Afghanistan... p.17
- ✓ Courrier International— Promouvons le boycott d'Israël !... p.18